

Le système économique d'association dans son rapport avec l'État et la vie spirituelle libre

04.01.1921

De

Eugen Benkendörfer

Note bibliographique

Source „die Drei“ (les trois) - Revue mensuelle d'anthroposophie et de tri-articulation
Volume 1, numéro 1, avril 1921, p. 152-161. Trad. F. Germani v.01- 29/04/2021 -
Version allemande

Dans le livre "Les points fondamentaux de la question sociale dans les nécessités de la vie du présent et du futur", Rudolf Steiner a déposé et fondé l'idée de la tri-articulation de l'organisme social. Cette idée, comme cela peut devenir clair pour chaque lecteur sans préjugés du livre, n'est pas un système inventé, mais est tirée de la vie réelle et de ses faits, non pas, bien sûr, avec l'intellect seul, mais aussi avec le cœur et l'âme. Et ainsi veut aussi être lu le livre, reprise l'idée : avec une raison claire et sobre, mais en même temps avec un cœur sensible, avec un cœur qui peut sentir tout le fardeau déprimant sous lequel l'Allemagne, en fait tout le monde civilisé, menace de s'effondrer, avec un cœur qui peut surtout sentir la profonde misère dans laquelle l'humanité actuelle se trouve dans sa coexistence sociale. Quiconque aborde le livre avec de telles pensées et de tels sentiments se rendra vite compte à quel point l'idée de tri-articulation de l'organisme social est pleine de vie réelle.

Cela est particulièrement évident dans ce qui est dit sur l'élément économique de l'organisme social. Après qu'on ait vécu les effets destructeurs de l'économie coercitive de l'État pendant la guerre et l'après-guerre, l'appel à la séparation de l'économie et de l'État a été entendu de divers côtés, mais contrairement aux "points essentiels" de telle sorte qu'il n'a pas été envisagé d'exiger en même temps la nécessaire libération de la vie de l'esprit de la coercition de l'État. Une telle articulation en deux ne signifierait cependant pas une solution de la question sociale, mais aurait pour seul résultat que l'économie exercerait désormais davantage la contrainte qui était jusqu'à présent exercée dans l'État unitaire par l'État de droit sur les autres membres de l'organisme social ; cette conséquence se produirait indépendamment du fait que seule une partie de ceux qui s'efforcent de réaliser une telle bi-articulation veut consciemment provoquer cette conséquence.

Une véritable solution de la question sociale est seulement à attendre lorsqu'une vie spirituelle libre, indépendante de l'État, est rendue possible, à partir de laquelle des idées et des capacités sont à nouveau produites et ont une influence fructueuse sur la vie étatique et économique. On ne soulignera jamais assez qu'il ne s'agit pas d'une tripartition, mais d'une tri-articulation, c'est-à-dire que les trois membres, en se démêlant de l'État unitaire actuel, peuvent atteindre leur indépendance naturelle, mais que c'est précisément par ce biais qu'ils peuvent laisser interagir leurs forces essentielles de manière saine, au lieu de travailler ensemble et les unes contre les autres de manière chaotique.

Dans une vie économique placée sur elle-même, il s'agit seulement de production, de consommation et de circulation des marchandises. Quelque chose d'autre n'a pas aussi la permission d'être dedans, car il doit être ambitionné pas seulement à la question économique, mais aussi à la sociale, si devait se montrer une issue à la confusion sociale répandue dans le monde entier. Dans l'État unitaire, les rapports de droit se sont imposés dans l'économie, notamment en ce qui concerne le droit du travail, de telle sorte qu'ils ont conduit à une lutte entre le capital et le travail, entre l'employeur et l'employé. Mais en réalité, seules la production, la consommation et la circulation des marchandises peuvent avoir lieu au sein de l'économie, tandis que les questions de droit sont à résoudre sur le sol de l'État de droit politique. Si l'économie est placée sous auto-administration\gestion, sans que des questions de droit se jouent dans sa sphère, alors seulement il est garanti que l'économie peut fonctionner de manière saine selon ses lois inhérentes. L'économie capitaliste privée d'aujourd'hui est entièrement enclenchée sur les intérêts de la production et du profit ; la consommation n'est au fond absolument pas prise en considération, en tout cas jamais plus que ce qui est requis par les intérêts de la production. C'est précisément à ce stade qu'il peut et doit être commencé. Au fil du temps, mais particulièrement au cours des dernières décennies, le sens pour le besoin du prochain s'est perdu de proche en proche complètement ; ce sens doit de nouveau être éveillé. On doit s'efforcer d'apprendre à connaître les besoins des autres, de les établir, non pas, comme c'est coutumier aujourd'hui, par des statistiques rétrospectives, mais par les relations existantes d'humain à humain, en premier lieu par l'intermédiaire des agents, des itinérants, des représentants d'aujourd'hui. Dans la façon dont ces humains doivent travailler aujourd'hui, bien sûr, ils ne peuvent pas s'intéresser au vrai besoin ; ils n'ont qu'une seule chose à faire, à savoir augmenter la capacité de production de leur mandant. Ce simple lien économique entre les humains est déjà un début d'association qui se réalise lorsque les producteurs et les consommateurs s'unissent dans de telles relations d'affaires réelles. Le point de départ, bien sûr, ne serait pas les intérêts de la production et du profit, mais les besoins de l'autre ; ceux-ci doivent être déterminés afin de décider ensuite de la quantité à produire, du nombre de personnes à employer dans les différentes branches de production à l'intérieur d'un territoire économique donné.

Mais il doit être particulièrement accentué que la satisfaction des besoins doit en être une libre ; les besoins humains sont une affaire de vie spirituelle libre ; l'économie est seulement là pour satisfaire ces besoins. Les besoins considérés comme nuisibles doivent donc être combattus non pas à partir de la vie économique ou étatique, mais à partir de la vie spirituelle libre. Les besoins considérés comme nuisibles ne peuvent être combattus efficacement par des lois, mais seulement par l'éducation et l'instruction dans une vie spirituelle libre. Les interdictions de la police ne servent au fond à rien, et c'est précisément pendant la guerre et dans l'après-guerre qu'on a bien pu observer comment, par exemple, toute la lutte étatique contre l'usure et la législation sur l'usure n'ont servi qu'à augmenter l'usure. L'économiste national d'Iéna Terhalle, à la suite de ses enquêtes sur la guerre et l'économie de contrainte, a déclaré entre autres que la formation des prix avait nuit, et non profité aux métiers, et que l'artisanat honnête avait été lésé au détriment du profit. C'est une terrible critique qu'un représentant officiel de l'économie nationale actuelle exerce ici sur des conditions que le capitalisme privé a introduites dans l'État unitaire. Mais on n'a pas la permission de prétendre maintenant que les partisans de l'idée de la tri-articulation de l'organisme social se sont représentés qu'un paradis sur terre serait créé par son introduction ; naturellement, il ne peut en être question, et les partisans de l'idée de la tri-articulation sont tout à fait clairs à ce sujet. En réalité, il s'agit d'établir, à travers cette tri-articulation, les rapports dans lesquelles les trois membres peuvent le mieux se développer selon leur nature, ces conditions qui, après tout, poussent à la réalisation, mais qui se réalisent de manière chaotique si le terrain pour eux n'est pas préparé à temps et de la bonne manière.

Si nous avons ainsi la détermination des besoins et la production réglée sur la base des besoins constatés, nous devons encore considérer, en troisième lieu, la circulation des marchandises, par laquelle il est veillé que les marchandises atteignent le lieu où elles sont nécessaires. Il s'agit d'une question très importante de l'économie, parce qu'une marchandise devient une marchandise seulement parce qu'elle est amenée à l'endroit où elle peut être consommée ; tant qu'elle n'y est pas amenée, elle doit bien plus être considérée comme un objet. Un objet devient une marchandise justement parce que du travail humain est effectué sur lui, ce qui inclut notamment ce transfert au consommateur. Ce qui naît d'une association de ceux qui produisent, consomment et font circuler certaines marchandises est une association, c'est-à-dire une association d'humains qui conduisent leur part de l'économie conformément à ses lois internes dans l'intérêt de la collectivité, et qui, par le biais d'autres associations, font passer l'ensemble de l'économie dans cette nouvelle forme économique qui doit dissoudre le libéralisme économique. On peut très volontiers se représenter que de telles associations s'étendent non seulement sur un seul espace économique, mais sur de nombreuses régions, voire sur le monde entier, à tel point que l'ensemble de l'économie mondiale serait rassemblé sous forme d'associations. Cette pensée est très audacieuse et d'une grande portée, mais tout à fait conforme à la réalité, et il est intéressant de noter que quelque chose de similaire vit aussi dans d'autres têtes. Ainsi, le rédacteur en chef du "Finanstidende" de Copenhague, Carl Thalbitzer, qui selon le Frankfurter Zeitung est reconnu comme un expert en économie et en finances, écrit un article dans le premier journal du matin du "Frankfurter Zeitung" du 27 mars 1921 sur : "La politique de sanctions et la reconstruction de l'Europe". Vers la fin, se lit comme suit : "À mon avis, il n'y a qu'une seule voie : l'unification de toute l'industrie européenne . . . Il faut mettre en place un cartel qui, sous un contrôle commun, pourra assurer l'utilisation la plus intensive des forces productives européennes. Ce plan semble gigantesque, mais en principe il n'est pas très éloigné du but ultime vers lequel le développement industriel s'est efforcé de tendre en Europe au cours des XIXe et XXe siècles, surtout après la guerre". Ces remarques - il est également question plus tard d'un trust européen - sont très intéressantes à plus d'un titre : premièrement, il est question d'une unification de l'industrie européenne ; deuxièmement, l'auteur constate que le développement de l'industrie tend pratiquement vers cette unification ; et troisièmement, seules les forces productives sont mentionnées, ce qui prouve une fois de plus, comme nous l'avons déjà dit, que la pensée et l'action économiques actuelles sont entièrement remplies d'intérêts de production.

Dans les associations, la gestion/direction des entreprises économiques particulières doit être confiée à des humains qui possèdent les connaissances techniques et professionnelles et les capacités économiques nécessaires ainsi que les qualités humaines et morales requises, de manière à ce qu'il y ait la certitude qu'ils géreront correctement les moyens de production qui leur sont confiés dans l'intérêt de la totalité. Dans l'économie, au sens de la tri-articulation de l'organisme social, la possession des moyens de production est remplacée par l'administration des moyens de production ; les moyens de production, eux aussi, sont maintenus en circulation et ne restent entre les mains de l'individu que tant qu'il est capable de les administrer ; s'il n'est plus capable ou désireux de le faire, le successeur sera recherché à partir de la vie spirituelle libre par ses organes et proposé à ceux qui travaillent dans l'entreprise. Comme on peut supposer que celui qui a depuis lors bien dirigé une entreprise en connaît aussi le mieux les conditions, ainsi on lui aménagera volontiers un premier droit de proposition. Si l'on craint maintenant qu'il propose alors quand même aussi son fils, cela est contrarié par le fait que, en premier lieu, ce dernier n'a pas à être accepté et, en cas d'incapacité apparente, ne sera certainement pas accepté par les organes de la vie spirituelle libre ; en second lieu, cependant, il sera certainement bientôt remplacé par un autre s'il s'avère en pratique qu'il n'est pas l'homme qu'il faut. En général, cependant, une telle appréhension se révélera inutile en soi du fait de la pratique d'une vie spirituelle libre.

Dans l'administration des moyens de production, leurs gestionnaires/dirigeants doivent être placés de manière à pouvoir agir de leur propre initiative et sous leur propre responsabilité ; c'est une nécessité absolue, compte tenu de la nature même de la vie économique. Le fonctionnaire d'État peut être placé derrière des paragraphes ; quand on fait la même chose dans l'économie, on la détruit ; il y a suffisamment d'exemples de cela dans l'histoire de l'économie de guerre et d'après-guerre, et c'est là, après tout, que le mode de l'économie d'État socialiste échoue, comme le démontrera clairement le bolchevisme à l'Est. L'économie peut seulement prospérer que lorsque ses dirigeants sont capables de prendre leurs décisions chaque jour et chaque heure en fonction de la situation du moment, sans être gênés par des paragraphes, guidés uniquement par leur sens de la responsabilité économique, leur conscience sociale et le rapport de droit dans lequel ils se tiennent avec les humains actifs à l'intérieur de l'entreprise.

Nous voyons ainsi le capital, sa gestion, sa circulation en relation vivante avec la vie spirituelle libre ; nous voyons ainsi comment tout de suite à travers tout ce qui a trait à la base capitaliste de l'économie, une connexion organique s'établit avec le second des trois membres de l'organisme social. Si, en outre, nous avons à voir dans les ressources naturelles et minérales d'un territoire économique la base économique réelle, alors nous trouvons également au troisième membre, la vie politique du droit étatique, un lien aussi efficace qu'organique. C'est sur le sol de cette vie juridique/de droit étatique que le droit du travail est établi, de sorte que le travailleur n'entre dans l'usine qu'après que son droit au/durant le travail, ainsi que la sorte et la mesure de son travail, ont déjà été établis. Aujourd'hui, ces questions sont trop souvent tranchées par la suprématie économique des entrepreneurs, au lieu d'être décidées indépendamment de tels facteurs économiques de pouvoir au sein du membre étatique, dans lequel tous les humains qui ont atteint l'âge adulte/sont devenus majeurs ont à décider ensemble. Ici se montre bien clairement comment la tri-articulation de l'organisme social peut oeuvrer salutairement, comment des conditions saines peuvent être amenées par des membres corrects et une mise organique en lien, dans lesquelles les humains peuvent à nouveau mener un être-là digne d'un humain. Combien la tri-articulation est tirée de la vie réelle et comment elle se presse à la surface, cela nous pouvons tout de suite l'observer au rapport entre droit et économie ; dans la législation sur la protection des travailleurs, dans l'assurance vieillesse et invalidité, et du genre, nous voyons des tentatives à moitié et à cause de cela, inutiles de détacher de nouveau la vie de droit de la vie de l'économie ; mais si cela devait avoir un sens, on doit faire le pas entier.

On peut encore observer de telles tendances d'un autre côté ; de même que les entreprises individuelles/particulières sont passées toujours plus de la petite à la grande entreprise, le besoin d'associations s'est aussi montré, et nous trouvons des conventions, des cartels, des trusts, qui sont certes nés de la manière la plus unilatérale des intérêts de la production et du profit, et dans lesquels tout est certainement pris en compte plutôt que le consommateur (voir Thalbitzer ci-dessus dans le "Frankfurter Zeitung"). Il n'en reste pas moins que l'aspiration vers l'association reste présente, et il s'agit justement de rechercher et de déterminer comment les associations doivent être à l'aide desquelles nous pouvons reconstruire notre économie. Ce n'est certainement pas un hasard si nous trouvons les trusts, la manifestation la plus aigue du système économique capitaliste privé moderne, précisément en Amérique, et nous pouvons déjà y voir un indice que cette méthode économique moderne trouve son origine dans la pensée occidentale, tout comme, soit remarqué en passant, notre parlementarisme postrévolutionnaire (c'est pourquoi même ses partisans les plus enthousiastes chez nous ne peuvent y avoir aucune vraie joie).

Si nous cherchons après la forme correcte d'association, nous devons tout d'abord éviter l'émergence de rapports de force, comme c'est le cas aujourd'hui dans les fusions des branches ; ils doivent plutôt résulter des relations économiques réelles entre producteurs et consommateurs, ce en quoi le concept de ces derniers n'a pas la permission d'être conçu de manière si étroite, comme c'est généralement le cas, comme cela se passe ordinairement lorsqu'on pense seulement à manger, boire, s'habiller et habiter ; mais on doit déjà saisir de l'oeil que même au sein des entreprises individuelles/particulières, il y a lieu une interaction continue entre production et consommation. Toutefois le lien entre l'industrie et l'agriculture dans les associations sera particulièrement important, car c'est tout de suite dans le rapport entre la ville et la campagne que se creuse un fossé social, oui un abîme, qui semble aujourd'hui presque infranchissable. Mais si, dans les associations, on s'attache d'abord à déterminer les besoins et si, en éliminant le pur intérêt du profit, les humains qui sont actives dans l'association dans les branches les plus diverses de l'industrie et du travail peuvent se sentir ainsi qu'elles travaillent pour un objectif commun, alors il sera possible de s'entendre à nouveau, même avec ceux qui, aujourd'hui, sont en face les uns des autres et se battent comme des frères hostiles, en raison d'intérêts de producteurs unilatéraux et, par conséquent, d'intérêts de consommateurs unilatéraux attirés par l'autre partie ; à partir d'une telle entente, il sera possible de négocier à nouveau, par exemple aussi sur les prix, qui pourront ensuite être redéfinis de manière raisonnable et appropriée par le biais de négociations entre les experts impliqués dans la production, la consommation et le commerce des marchandises. La fixation de prix économiquement corrects sera un succès des associations qui interviendra profondément sur la vie sociale, et il devrait être dit qu'absolument seules de telles réformes économiques ont une justification et une perspective de succès qui peuvent avoir une influence curative et promotrice sur notre vie sociale commune. Les mesures purement économiques ont peut-être suffi en temps de paix face aux crises, mais dans la crise économique mondiale actuelle, cela ne suffit plus ; de nouvelles voies doivent être recherchées, de nouveaux chemins doivent être empruntés, si nous voulons sortir du chaos économique et social.

À Stuttgart, un pas a été franchi dans cette direction lorsque, le 13 mars 1920, des adeptes de la science spirituelle à orientation anthroposophique et de l'idée de la tri-articulation de l'organisme social ont fondé "Der Kommende Tag A.-G. zur Förderung wirtschaftlicher und geistiger Werte" ("Le jour qui vient SA pour la promotion des valeurs économiques et spirituelles). Dans les moments les plus difficiles, une entreprise économique a été fondée ici par le sentiment de la plus grande responsabilité, par la connaissance des rapports économiques mondiaux et par le désir de donner un exemple au monde, qui devrait se développer sur une base associative. Il ne peut s'agir que nous soyons de l'avis que nous créons avec elle quelque chose d'idéal ; ce serait une illusion qui nous est si facilement attribuée par ceux qui se livrent eux-mêmes à de telles illusions dans la plus grande mesure, bien qu'ils soient (peut-être précisément parce qu'ils ne sont que ?) de vieux praticiens de l'économie. Non, nous ne sommes pas des illusionnistes, mais nous avons les deux pieds fermement sur le sol de la réalité et nous savons donc qu'en économie, il ne faut pas commencer par la fin idéale, mais par la réalité qui est tout de suite offerte. Mais nous savons aussi que les paroles seules n'aident pas, mais que des actes doivent suivre en temps utile. Dans cette fondation, "Der Kommende Tag" (Le jour qui vient), a été tenté de réaliser cette partie de l'idée de la tri-articulation de l'organisme social qui s'est avérée possible dans le système économique capitaliste privé et dans les lois et règlements actuels. Si, d'un côté, la forme de la société par actions devait être choisie comme la moins inadaptée à l'entreprise, de l'autre, il fallait inclure dans les statuts des dispositions qui, dans la mesure du possible, annulent/lèvent les inconvénients de cette forme d'affaires.

Nous avons donc dû donner aux fondateurs un droit de vote majoritaire pour une partie des actions, afin d'éviter l'"aliénation", c'est-à-dire non pas l'aliénation avec les seuls capitaux étrangers, mais avec les capitaux de personnes qui, si elles en avaient le pouvoir, pourraient nourrir l'intention de combattre nos nouveaux objectifs économiques et sociaux ou même de les transformer en leur contraire. Nous devons nous en prémunir à tout prix, et il n'y a pas d'autre moyen que celui des actions préférentielles.

En outre, nos actions ne doivent bien sûr pas être introduites en bourse, ne doivent pas devenir un objet de spéculation du tout. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la force humaine de travail qui est devenue une marchandise, mais aussi l'esprit d'entreprise ; car qu'est-ce que c'est, au fond, que la spéculation avec l'esprit d'entreprise - et spéculer on peut quand même seulement avec une marchandise - quand on négocie des certificats/papiers d'actions/d'actes à la bourse ? La bourse est l'une des plus déplorables excroissances du système actuel de capital privé, dans lequel même l'argent, qui après tout ne devrait être qu'une instruction/indication pour des marchandises, devient une marchandise. Même les banques, qui gagnent la plupart de leur argent à la bourse et par la bourse, ont beaucoup à se plaindre à ce sujet, voir la spéculation des employés, la spéculation sur les devises étrangères, etc. Mais il ne sert à rien, naturellement à rien, de se plaindre de ces choses dans la section éditoriale politique ou commerciale des journaux, alors que dans la section publicitaire, on renvoie le public à ses propres grands services de change et on l'invite donc à ce dont on se plaint réellement ou prétendument. Les seules mesures qui peuvent être utiles sont celles qui consistent à prélever du sang à la bourse, et "Der Kommende Tag" le fait en permettant que ses actions ne soient vendues ou mises en gage qu'avec le consentement du conseil d'administration et du conseil de surveillance, de manière à pouvoir exercer un contrôle réel sur la localisation de ses actions, et sur le fait qu'elles ne changent pas de mains à un cours supérieur au pair.

Il n'y a pas de tantième/part sur les bénéfices dans Le jour qui vient, ni pour le conseil de surveillance, qui exerce sa fonction à titre honorifique, ni pour les dirigeants préposés; ceux-ci se contentent d'un salaire fixe en fonction de leurs capacités et de leurs prestations.

Les dividendes, c'est-à-dire les gros/gras dividendes, n'existent pas non plus, mais seulement un intérêt approprié sur le montant nominal des actions, selon les conditions temporelles respectives.

Le bénéfice dit excédentaire ne tombe donc pas dans la poche de l'entrepreneur ni dans celle des actionnaires qui ne travaillent pas dans/à l'entreprise, mais il profite à la collectivité (pas purement à celle de l'entreprise, mais à la véritable collectivité) par la promotion des valeurs spirituelles, comme il est déjà indiqué dans la sous-dénomination de l'entreprise. "Der Kommende Tag" ne gère pas seulement des entreprises purement économiques dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, mais aussi, entre autres, un institut de recherche en science de la nature et un institut thérapeutique avec une clinique. Elle n'appelle pas encore sienné une école libre, mais le vice-président de son conseil de surveillance, le directeur général de l'usine de cigarettes Waldorf-Astoria, Emil Molt, a fait un pas pionnier dans cette direction par la fondation de sa propre école Waldorf. Grâce à une association appropriée, "Der Kommende Tag" est en mesure d'envoyer les enfants de ses employés et travailleurs à l'école libre Waldorf, où le fait que les enfants du directeur et de l'ouvrier le plus simple s'assent sur le même banc d'une véritable école unifiée/unitaire et reçoivent la même éducation gratuitement a un effet véritablement bénéfique sur la vie sociale.

"Le jour qui vient" n'est donc pas vraiment/en fait une association, mais seulement un début, une tentative, toutefois courageuse, de construire une vie économique associative. Il s'agit seulement que cet exemple trouve suffisamment d'imitateurs, tellement d'imitateurs qu'un espace économique limité en soi soit administré par eux, alors se présente la possibilité d'associations réelles dans lesquelles la production, la consommation et le trafic/la circulation de marchandises sont dirigés de manière appropriée et professionnelle par des humains qui ont formé leurs aptitudes et leurs capacités dans une vie spirituelle libre et qui ont reçu du capital pour l'administration/en gestion par les organes de cette vie spirituelle libre ; des associations dans lesquelles le travail est fourni par des humains dont le droit en matière de travail est réglementé indépendamment des facteurs de pouvoir économique dans une vie étatique indépendante. Dans une telle collaboration de dirigeants du travail et de travailleurs, sera de nouveau donnée la possibilité à des rapports dignes de l'humain. L'absence de telles conditions est aujourd'hui ressentie par l'écrasante majorité des travailleurs/travillants, à tous les postes jusqu'à celui de directeurs, parce que la vie de l'économie transforme tout en marchandise, aussi capital et le travail humain, parce qu'en mettant l'accent sur l'intérêt unilatéral dans la production et le profit, les travailleurs en tant que consommateurs sont contraints à un tel contraste avec les producteurs qu'ils ne se sentent plus du tout participer au processus de production.

Enfin, on ne peut cependant pas ignorer comment l'une des principales causes de la guerre mondiale a été créée par l'appel éternellement identique à plus de production, qui a résonné dans le monde entier. Quel est l'appel qui a retenti avec une insistance particulière dans le monde ces derniers mois ? Encore une fois, de tous les coins du monde, l'appel à plus de production ! Et quoi de plus évident que la pensée inquiétante que des catastrophes de guerre se profilent à nouveau à l'horizon ? Et les sanctions de l'Entente ne sont-elles pas les enfants du même esprit ? (Voir à nouveau Thalbitzer dans le "Frankfurter Zeitung" aussi dans d'autres parties de son article que celles citées ci-dessus, par exemple.. : "Une telle cartellisation serait le meilleur moyen de défense contre le danger menaçant de guerre en Europe").

Comme proche devrait là reposer la pensée, tout de suite en Allemagne, de saisir une idée nouvelle dont on pourrait envisager, oui devrait donc envisager, qu'elle peut apporter le salut et le sauvetage de l'humanité du chaos actuel et encore imminent. C'est l'idée de la tri-articulation de l'organisme social, né de la vie spirituelle allemande libre, avec le germe d'un État véritablement démocratique et avec les associations comme base d'une nouvelle forme économique sociale.